

L'INDEPENDANT

DES BASSES-PYRÉNÉES

JOURNAL RÉPUBLICAIN PARAISSANT TOUS LES JOURS EXCEPTÉ LE DIMANCHE

TÉLÉPHONE 0.33

TÉLÉPHONE 0.33

	3 Mois	6 Mois	1 An
Pau, département et limitrophes.....	6 fr. »	10 fr. »	20 fr. »
Autres départements.....	8 fr. 50.	12 fr. »	24 fr. »
Étranger.....	10 fr. »	18 fr. »	36 fr. »
Maires et Instituteurs des Basses-Pyrénées.....	8 fr. »	16 fr. »	

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 11, Rue des Cordeliers, PAU.

Rédacteur en chef : OCTAVE AUBERT

La direction politique appartient au Conseil d'Administration de la Société Anonyme de L'INDEPENDANT.

Tout ce qui concerne les Abonnements et les Annonces doit être adressé à PAU à M. Georges HAURET, Administrateur-Comptable. A PARIS, aux diverses Agences pour les Annonces.

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES :

Annonces judiciaires.....	20 c. la ligne
Annonces ordinaires.....	30
Reclames.....	50
Chronique locale ou Faits divers.....	1 franc.

Les Annonces de durée se traitent à forfait.

Nouvelles Officielles.

Mercredi (matin).

Lutte d'artillerie intermittente dans la région au nord du Chemin des Dames, très violente au cours de l'après-midi sur tout le front du Bois Le Chaume. Rien à signaler sur le reste du front.

ARMÉE D'ORIENT

L'artillerie britannique a bombardé vigoureusement le front ennemi entre le lac de Doiran et le Vardar. L'artillerie ennemie a réagi par intermittence sur nos lignes, à l'est du Vardar. Quelques patrouilles ennemies ont été dispersées dans la région de Moclana et dans la boucle de la Oerna.

COMMUNIQUÉ BRITANNIQUE

8 novembre (23 heures 30). — Les troupes canadiennes ont engagé, ce matin, avec plein succès des opérations contre les défenses allemandes de Passchendaele et celles qui entourent cette localité ainsi que contre les positions situées sur l'éperon au nord et au nord-ouest du village. Notre concentration en vue de l'attaque s'est effectuée avec succès et, à six heures, l'assaut a été donné dans les conditions prévues. L'ennemi avait reçu l'ordre de conserver à tout prix cette importante position sur la crête principale. La lutte a été violente en un certain nombre de points, notamment sur les hauteurs au nord du village autour d'une série de bâtiments fortifiés et de points d'appui sur l'éperon de Goniberg. La progression de nos troupes s'est néanmoins effectuée sans interruption. Passchendaele et les hauteurs de Goniberg sont rapidement tombés entre nos mains. Avant midi, nous avions atteint tous nos objectifs et fait un certain nombre de prisonniers. Le temps a été variable dans la journée et il a plu par intervalles. Toutefois la visibilité, devenue meilleure, a favorisé les opérations de notre artillerie et de notre aviation. Les résultats ainsi obtenus, joints aux précieuses observations mises à notre avance, ont permis à notre artillerie de prendre l'ennemi sous ses yeux les batteries et les concentrations d'infanterie allemandes. Hier, on a déposé une légère amélioration des conditions atmosphériques, la brume a continué à arrêter les opérations de nos appareils d'artillerie et de photographes. Au cours des rares combats aériens de la journée, deux avions allemands ont été abattus. Un autre appareil ennemi, volant à faible hauteur, a été abattu dans nos lignes par nos faux d'infanterie. Un des nôtres n'est pas rentré.

Mercredi (soir).

Deux coups de main ennemis sur nos tranchées de la région de St-Quentin et au nord-ouest de Reims (secteur de Saigneville et du Goda) ont valu des pertes à l'ennemi sans aucun résultat. Sur la rive droite de la Meuse, le bombardement violent de la région Bois Le Chaume a été suivi d'une attaque d'infanterie ennemie. Nos feux ont retourné les assaillants qui n'ont pu aborder nos lignes. Canonade intermittente sur le reste du front.

UNIQUE BRITANNIQUE

7 novembre (après-midi). — Les troupes de Liverpool ont exécuté avec succès, la nuit dernière, un coup de main au nord-ouest de Kehan. Elles ont fait un certain nombre de prisonniers. Au cours de l'opération il a été signalé sur le front de bataille en dehors de l'activité intermittente de l'artillerie allemande. Nous organisons les positions conquises au cours de l'attaque d'hier.

Nouvelles de la Guerre.

SUR LE FRONT FRANCO-ANGLAIS

Paris. — Sur le front français, les opérations qui retiennent l'attention pendant la seconde quinzaine d'octobre sont : la suite des attaques franco-anglaises dans les Flandres et l'offensive dans la région de la Malmaison.

Le commandement anglais, comme suite aux attaques des 4, 9 et 22 octobre a déclenché une nouvelle série d'offensives. Les 22 et 28 octobre, les Français enlèvent Drabank et le bois de Pagegod pendant les Anglais prennent pied sur la crête de Belgique. Les 27 et 28 octobre, nous poursuivons notre attaque par l'ouest de la forêt d'Houthulst enlevant Verbrandesmis, Asohoet, Jippe, Merkum et nettoyons la presqu'île de Luyghem en liaison avec les Belges dans la région du lac Blankart.

Les opérations de l'armée Maistre, sur le front Ferme-Moisy, Moulin-de-Lafaux, La Royère, avaient pour but essentiel de mettre la main sur le plateau de la Malmaison qui donne des vues sur l'arrière des positions allemandes du Chemin des Dames. La réussite de ce projet devait avoir l'avantage de nous assurer une situation solide et de supprimer dans cette région, une guerre d'usure meurtrière. Six divisions devaient mener l'attaque du front de 15 k. 600. La préparation commença le 17 octobre et devait durer que quatre jours mais par suite d'une série de retards motivés par les mauvaises conditions atmosphériques, l'attaque ne se produisit que le 23 octobre à 5 h. 15.

A gauche et au centre, tous les objectifs sont entièrement atteints dans les conditions de temps prévues : Allemand, Vandessein, Ghavignon, le plateau et le fort de la Malmaison sont pris.

A l'extrême droite, la 6^e division atteint les rebords du plateau qui domine Pargny-Filain mais ne peut envahir le village. L'ennemi avait renforcé sa défense en faisant servir ses réserves sur ses premières lignes, mais ces mesures ne firent qu'augmenter ses pertes et amenèrent en particulier, dans la région de Pinon, un désarroi dont il importait de tirer parti le 25 octobre. Les 1^{er} et 2^e corps d'armée attaquent à nouveau face au nord ; Pinon, le Mont-des-Singes, la forêt de Pinon sont entevés sans grande résistance et nos troupes atteignent le canal.

Le 26, Filain tombe ainsi que La Royère, l'Epine-de-Chevreigny, l'ancien moulin Didard.

Le 27, la ferme de Froldmont est à nous. Nous bordons le canal de l'Aisne jusqu'au sud du bassin d'alimentation. 11,577 prisonniers dont 237 officiers, 200 canons lourds et de campagne, 222 canons de tranchées, 720 mitrailleuses sont les trophées de ces journées glorieuses.

A Verdun, sur la rive droite de la Meuse, les Allemands ont continué, par de violentes actions d'artillerie et de fréquents attaques à essayer de nous reprendre une partie des positions que nous leur avons récemment enlevées vers la cote 344 et le Bois Le Chaume. Mais nos contre-attaques ont réussi à leur

repréendre la plus grande partie de leurs gains.

A signaler enfin, l'activité constante de l'aviation de bombardement ennemi. Nancy, Bar-le-Duc et surtout Dunkerque, ont subi des attaques fréquentes. Dunkerque, en particulier, a été bombardé treize fois pendant le mois d'octobre. De notre côté, nous avons lancé 75,300 kilos d'explosifs sur les arrières ennemis et bombardé par représailles.

Dans le mois d'octobre, notre aviation a abattu 42 avions et 3 drachens. En outre, 51 avions ennemis semblent avoir été abattus dans les lignes allemandes, sans que leur chute ait pu être homologuée.

Enfin, le 20 octobre, un zeppelin a été abattu par l'artillerie anti-aérienne de la 8^e armée ; un autre a été forcé d'atterrir par nos avions, deux autres sont tombés sur le territoire.

SUR LE FRONT RUSSO-ROUMAIN

Petrograd. — Front nord, ouest, sud-ouest et Roumain. — Fusillade et opérations d'éclaircieurs.

Front du Caucase. — Dans la direction de Kemah, nos troupes ont rejeté les Turcs de leurs tranchées et les ont retournés vers Kemah (direction d'Acharinsk).

Dans la région d'Ognote, nos éclaireurs ont détruit un poste d'écouté turc. Mer Baltique. — Sans changement.

Jassy. — La journée du 3 novembre a été calme sur tous les fronts.

L'artillerie ennemie a été plus active sur les secteurs de Salmour et Grossoli et dans la région des villages de Dicochetz, Manastioara, Holbanesti.

Les troupes russes ont dispersé l'ennemi qui opérât dans la région de Corbul. Quiliana et ont chassé par une vive fusillade les soldats ennemis qui cherchaient à répandre des proclamations à travers le pays.

Sur le Danube, l'un de nos monitors a effectué un bombardement sur les batteries ennemies à Tulgea.

Le 4 novembre, le calme a continué à régner en général sur le front Roumain. L'artillerie russe a dispersé l'ennemi qui opérât dans la région d'Oruga et de Corbul.

Quelques bombardements dans les vallées du Trotue et de la Sultza.

Jassy. — Sur la mer Noire, un sous-marin russe affecté à l'escadre sous-marine de la mer Noire, a coulé un torpilleur dans le golfe d'Izmidz, entre Bourgas et Constantinople.

LES REPUBLIQUES

SUD-AMÉRICAINES

Buenos-Ayres. — Le gouvernement argentin a repris l'idée d'une conférence des républicains américains sur de nouvelles bases et obéissant à des inspirations différentes de celles purement neutralistes qui avaient suggéré sa précédente initiative dans ce sens, d'abord de plusieurs mois, et laquelle n'avait pas eu de suite.

La nouvelle démarche faite par l'Argentine auprès des diverses républiques, à la suite d'événements qui ont dû modifier les dispositions de son gouvernement, paraît s'inspirer des mêmes vues que la résolution Castillanos, qui fut présentée à la Chambre argentine après le vote consultant la rupture avec l'Allemagne. Il s'agit d'une action jointe des nations du Nouveau-Monde, qui définit devant le conflit mondial leur attitude militaire.

La conférence se réunirait à Buenos-Ayres dès la première quinzaine de janvier. Plusieurs républiques, parmi lesquelles le Mexique, ont déjà donné leur adhésion.

UN COMMUNIQUÉ DE M. CAILLAUX

Paris. — L'Agence Havas communique la note suivante : « Depuis le début des hostilités, M. Caillaux n'a pas, comme on le sait, fourni de fonds au « Bonnet-Rouge » ; il n'a pas davantage partagé à sa direction politique.

« Bien que ce journal ait, d'après l'Instruction, trouvé ailleurs des subsides et des directions, M. Caillaux a été appelé à fournir des renseignements sur quatre faits d'ordre tout à fait particulier. « L'ancien président du conseil a saisi cette occasion pour demander à s'expliquer sur les insinuations dont il est l'objet de la part d'une certaine presse. Il a déjà commenté à le faire.

Il attend, d'ailleurs, que ces insinuations revêtent la forme d'accusations précises pour en déférer les auteurs à la justice.

L'AFFAIRE LENOIR-DESOUCHES

Paris. — M. Henri Letellier, ex-directeur propriétaire du « Journal », a été longuement entendu cette après-midi par M. Drioux, juge d'instruction, sur les conditions dans lesquelles il a vendu son journal M. Ch. Humbert.

M. Ignace Mouhon, rédacteur au « Journal », convoqué par M. Drioux, n'a pas été interrogé ; il a seulement assisté à la lecture d'un scellé contenant des pièces saisies.

Dans la matinée, le juge avait entendu M. Ridolphe Darzens, rédacteur au « Journal ».

L'AFFAIRE PAIX-SEAILLES

Paris. — M. Paix-Séailles a été faussé en liberté. D'autres incriminations sont être relevées. M. Paix-Séailles s'est rendu près du capitaine Bouchardon pour y répondre à une convocation que lui avait adressée ce dernier.

M. Paix-Séailles a choisi comme défendeur M^{rs} Edmond Bloch. Celui-ci a demandé communication de la déposition faite par M. Léon Daudet, devant le capitaine Bouchardon, déposition qu'il voudrait connaître avant le premier interrogatoire de M. Paix-Séailles, qui aura lieu samedi prochain.

LA CONFÉRENCE

DES PREMIERS MINISTRES ALLIÉS

Nice. — L'arrivée de M. Venizelos à Paris n'aura probablement lieu qu'à la fin de la semaine. Il est possible que le chef du gouvernement hellénique soit invité à s'entretenir avec MM. Lloyd George, Painlevé et les membres du gouvernement italien qui se sont rencontrés près de Gènes.

DERNIÈRE HEURE

(Service spécial de L'INDEPENDANT.)

Mercredi (4 heures).

LE COMMUNIQUÉ ROUMAIN

(Officiel). — Aucune opération importante n'a eu lieu. Seules quelques patrouilles ont effectué des reconnaissances dans la direction de l'ennemi. Fusillade réciproque. Le feu de l'artillerie a été modéré dans les divers secteurs.

L'AMBASSADEUR DE RUSSIE À PARIS

Paris. — L'ambassadeur de Russie est arrivé ce matin à la gare du Nord. A M. William Martin, qui lui souhaitait la bienvenue au nom de M. Louis Barthou, M. Makharoff déclara qu'il avait confiance dans les destinées de son pays et dans le maintien des bons rapports de la Russie avec les alliés.

L'AMBASSADEUR D'ITALIE

Le comte Longare, nouvel ambassadeur d'Italie en France, est arrivé ce matin.

LA RETRAITE ITALIENNE

Rome. — D'après les dernières nouvelles les Italiens se retirent en bon ordre sur la Plave. Cadorna annonce que pour raccourcir ses lignes, il abandonne une partie du front dans la zone montagneuse.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Londres. — On annonce que les Allemands augmentent leurs sousmersibles dans de grandes proportions. Ils ont perdu trois bateaux dont la direction était électrique.

LES PERTES ALLEMANDES

Amsterdam. — Les listes des pertes allemandes en tués, blessés, disparus et prisonniers du mois d'août 1914 au mois de septembre 1917 comprennent 22,000 pages et contiennent 8,250,000 noms. Il faut

remarquer que les mêmes noms peuvent figurer plusieurs fois sur les listes, les blessés ayant pu être espacés et un blessé guéri ayant pu trouver la captivité ou la mort dans un combat postérieur.

LE NOUVEAU MAIRE DE NEW-YORK

New-York. — M. Hyman, candidat démocrate, a été élu maire de New-York, battant M. Mitchell, fusionniste, avec une proportion de un à trois.

LE MINISTRE DE LA GUERRE RUSSE

Petrograd. — L'ancien ministre de la guerre, général Verkhovsky est parti pour l'île Valaam, sur le lac Ladoga, lieu d'un monastère célèbre.

Les journaux orientent que la démission du général Verkhovsky entraînera d'importants changements dans le haut commandement.

AUTOUR DE L'OFFENSIVE

CONTRE L'ITALIE

Rome. — La presse italienne est unanime à insister sur la nécessité que les alliés tournent leur attention et tous leurs efforts vers le champ de bataille italien.

Les questions de territoire n'ont en ce moment qu'une importance relative ; mais il importe de refuser la marche ennemie pour que la fusion des forces alliées puisse s'opérer complètement et acquiescer une réelle valeur au point de vue combattif.

Un peu partout, dans les pays occupés, et notamment à Udine, les Allemands ont affiché une proclamation disant que leur seul but, en venant en Italie, était de hâter la paix et d'arracher la France et l'Italie à la domination anglaise.

On continue à parler d'une action allemande dans le Trentin.

Les fonctionnaires et la vie chère.

On est sévère pour notre administration : on a raison. On est injuste pour nos fonctionnaires, et généralement on a tort. Ce ne sont pas les fonctionnaires qui ont créé les règles administratives dont la France pâtit. Et quand des députés, comme M. Emmanuel Brousse, trouvent de faciles succès en faisant le procès des fonctionnaires, ils devraient songer qu'il peut appartenir au Parlement de réformer l'organisation administrative, de la moderniser, de l'industrialiser.

Une proposition de loi, suivie d'effets, serait plus efficace que toutes les macqueries au sujet de notre vieille administration du temps de Colbert et des diligences, poursuivant impavide son petit bonhomme de chemin, tubissant, geignant, cahotant, sans précipitation et sans inquiétude, avec la certitude que tout passe et que la paix suivra

la guerre tout comme après la pluie vient le beau temps.

Si notre administration n'est pas adaptée aux nécessités modernes ni aux crises tragiques, la faute n'en est pas aux fonctionnaires subalternes qui, conduits par la routine, ne peuvent être que routiniers et qui se gardent d'innover parce qu'aucun statut ne les autorise à des initiatives appropriées aux circonstances. Le rajeunissement, la refonte des règlements, la simplification des méthodes doivent venir d'en haut, c'est-à-dire des pouvoirs publics.

C'est là une question qui mérite d'être traitée à part et nous aurons, sans doute, à parler de la décentralisation administrative, de l'utilisation meilleure des capacités, de la suppression des fonctionnaires inutiles, du recrutement et du raménagement des circons-

criptions de la France, tel qu'il est prévu dans une proposition de loi présentée par MM. E. Rognon, Lebey et plusieurs autres députés. Cette proposition nous assurerait une administration qui économiserait le temps et l'argent du pays, qui serait plus favorable à l'intérêt public, et plus avantageuse aux fonctionnaires eux-mêmes.

C'est justement de la situation matérielle des fonctionnaires que nous voulons parler, et nous le ferons en toute franchise et en toute loyauté.

Dans les milieux avancés — nous disons avancés, par habitude, mais arriérés serait plus exact puisqu'il s'agit de gens remplis de préjugés — on dénonce souvent les gros traitements. En vérité, compte-t-on quinze fonctionnaires par département qui touchent 10,000 francs? Evidemment non. Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les conseillers de préfecture, la plupart des percepteurs et recouvreurs, le président du tribunal, les juges, les membres du parquet, l'inspecteur d'académie, les professeurs licenciés et agrégés des collèges et des lycées qui ont tant et tant travaillé, reçoivent un traitement bien inférieur à 10,000 francs, inférieur souvent à 5,000.

Or, au cours de cette guerre, combien de membres de la C. G. T. employés dans des usines de guerre avec leur femme ou un fils recevoient un salaire supérieur à celui de ces hauts fonctionnaires ? Il y a certainement, actuellement, plus de ménages ouvriers qui reçoivent 8,000 francs et davantage de salaires qu'il n'y a de fonctionnaires recevant cette somme en appointements. L'ouvrier privilégié qui touche 15 francs et dont la femme et le fils reçoivent chacun 6 ou 7 fr. sont bien plus favorisés pécuniairement que d'importants fonctionnaires après de longues études et de longs services.

Et que dira-t-on si l'on considère l'ensemble des petits fonctionnaires, qui forment l'immense armée de l'administration de l'Etat, des départements, des communes, des chemins de fer, etc... ? Les juges de paix, les instituteurs, les institutrices, les employés des contributions directes et indirectes, des postes et télégraphes, etc... après des études bien plus longues qu'un apprentissage, après des concours angoissants et difficiles, gagnent souvent moins de sept et huit francs par jour. Nos instituteurs, notamment, sont moins payés que les douaniers, les agents de ville et les sous-agents de l'octroi dans les grandes villes.

Or, il est malheureusement certain que les meneurs qui soulèvent les animosités et les jalousies du prolétariat manuel contre les fonctionnaires, se gardent bien de conseiller aux ouvriers de suivre l'exemple des petits bourgeois des administrations publiques ou privées, ou d'ailleurs, qui, malgré la cherté de la vie et l'insuffisance de leurs ressources pour l'alimentation, payent leur loyer, s'efforcent de rendre leur logis agréable et confortable, se vêtissent et se chaussent convenablement pour le dehors, tout cela à force de prodiges d'économie dus à l'ingéniosité de la femme et des filles.

Humbles et grises vertus, mais combien admirables par les temps critiques que nous traversons ! Certes fonctionnaires, petits commerçants, artisans, petits rentiers, petits propriétaires n'économisent plus ; au contraire, ils se privent de tout le superflu et un peu du nécessaire, mais leur tenue modeste et digne ne saurait être louée trop haut.

On aimerait entendre les hommes de la C. G. T. conseiller aux ouvriers et ouvrières de limiter les dépenses de bouche, de rendre le foyer plus attrayant et de mettre quelques sous de côté pour des temps où le salaire pourra être moins soutenu et où les chomages seront possibles.

La vie serait moins chère et nous serions menacés de moins de restrictions si l'on avait dépensé pour les aliments avec plus de sagesse et si l'on avait su se restreindre.

Ceux-là se sont fatalement restreints et ceux-là souffrent le plus du réchauffement qui ne gagnent pas assez pour nourrir convenablement leur famille. Parmi ces déshérités, figurent la grande masse des fonctionnaires.

Dressez le budget de deux repas par jour et du petit déjeuner du matin pour une famille composée du père, de la mère et d'un seul enfant.

Est-il possible, même en ne mangeant que de la viande de second ordre et une fois tous les deux jours, de dépenser moins de six francs pour trois personnes, en comptant le lait, le saindoux ou le beurre, la boisson particulièrement versée, l'apéritif, le chauffage ? A six francs, ajoutez le prix du blanchissage, des vêtements

des chaussures, du linge, de la pharmacie, du médecin, du loyer et des contributions, et vous verrez s'il est possible, même avec dix francs par jour, de faire face aux nécessités essentielles. Et si le ménage a deux, trois, quatre enfants ? N'insistons pas. Le cas est d'ailleurs le même pour une infinité de petits bourgeois qui ne sont pas fonctionnaires.

Et cependant que de mois à 150 fr., à 180 francs, à 200 francs ; à 220 francs, c'est-à-dire que de journées à cinq, six et sept francs !

Nous entendons bien qu'il y a eu les indemnités de vie chère pour les employés. Les particuliers ont commencé et l'Etat a suivi. Cette bonne volonté a pu atténuer un découragement préjudiciable à la bonne marche des affaires privées et publiques, mais, en réalité, les indemnités n'ont guère diminué la misère réelle de braves gens dont la fonction exige des connaissances étendues, une culture générale, de la tenue, du tact, de la probité. Songez qu'il y a des magistrats qui reçoivent 3,000 francs pour arbitrer des différends ou des millions sont en jeu.

Le décret du 18 août 1917 — combien tardif ! — a accordé aux fonctionnaires des indemnités de vie chère et des allocations supplémentaires suivant leurs charges de famille. Il s'agit d'un supplément qui, généralement, n'atteint pas deux francs par jour pour les favorisés, c'est-à-dire pour les fonctionnaires dont les émoluments n'excèdent pas 3,000 francs par mois. Les départements et les communes ont fait aussi des efforts ; mais souvent l'allocation de vie chère ne dépasse pas pour les employés 15 ou 20 francs par mois.

Reportez-vous au petit calcul fait plus haut sur le prix d'une journée en famille, et vous vous rendrez compte de la gêne et des privations auxquelles sont condamnés bien des ménages de fonctionnaires, qui font contre mauvaise fortune bon cœur, qui cachent soigneusement leur situation et qui sont, par une cruelle ironie, envieux ou tournés en dérision par des voisins qui, malgré l'extérieure apparence de la pauvreté, se nourrissent deux fois mieux qu'eux.

On pourra demander davantage aux fonctionnaires — certains, comme ceux de l'enseignement, des P. T. T. et des contributions sont souvent surmenés — quand on leur donnera un traitement suffisant pour élever décentement leur famille. Nous pensons qu'avec l'indemnité de vie chère, on pourrait être plus large et plus judicieux et donner, suivant les cas individuels. Mais il ne peut être question d'une aumône de circonstance. Il faudra accorder demain aux fonctionnaires un traitement qui réponde à leurs études, aux sacrifices qu'ils se sont imposés, aux services qu'ils rendent dans la justice, dans l'enseignement, dans les administrations financières et autres, aux services surtout que beaucoup de commis et de chefs pourraient rendre si les méthodes de l'administration étaient modernisées, et si l'Etat se décidait à conduire les affaires générales à la façon d'un maître intelligent, à la fois libéral et économique, c'est-à-dire prêt à rémunérer les services réels à leur valeur réelle. C'est une réforme républicaine et démocratique qui s'impose impérieusement.

Octave AUBERT.

Au Parlement.

M. Painlevé étant en Italie les interpellations politiques annoncées ont été renvoyées à mardi. Vendredi on discutera les interpellations sur le ravitaillement en blé et en farine. Il faut pourtant noter que M. Long a fait savoir qu'il est de grandes quantités de blé nous sont expédiées d'Angleterre et des Etats-Unis.

A propos de la viande, M. Deschamps a fait remarquer qu'il y avait à Madagascar presque autant de bœufs qu'en France pour une population infime. Avec des frigorifiques, nous aurions la viande qui est excellente, suivant M. Augagneur, et qui, d'après M. Gasparin se vend à 0 fr. 20 le kilo. Le ministre du ravitaillement et celui des colonies ont accepté la motion demandant qu'on établisse à Madagascar des appareils frigorifiques et qu'on laisse entrer en franchise la viande frigorifiée venant de notre colonie.

Un débat d'intérêt électoral, un triste débat de surenchère au sujet de l'attribution de la croix de guerre aux officiers et soldats ayant vingt-quatre mois de présence dans la zone des armées s'est engagé. M. Doumer, remplacé par le ministre de la guerre, répondit que la Croix de guerre a été instituée par une loi pour un ordre de faits particuliers, pour des actes exceptionnels. Nous sommes tous disposés à accorder une distinction

